



NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/351
S/14574 ✓
29 juin 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-sixième session
Points 22 et 34 de la liste préliminaire^z
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITÉ ET
DE LA COOPÉRATION EN ASIE DU SUD-EST

UN LIBRARY

JUL 22 1981

UN/SA COLLECTION

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-sixième année

Lettre datée du 19 juin 1981, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Bulgarie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire circuler le texte de la note datée du 12 juin 1981, adressée par la Mission permanente de la République de Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies et concernant la convocation de la soi-disante "Conférence internationale sur le Kampuchea" comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 22 et 34 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
Bulgarie auprès des Nations Unies,

(Signé) Boris A. TSVETKOV

z A/36/50.

81-17647

/...

ANNEXE

Note verbale datée du 12 juin 1981, adressée au Secrétaire général
par la Mission permanente de la Bulgarie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

La Mission permanente de la République populaire de Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de lui communiquer ce qui suit :

La République populaire de Bulgarie a voté, comme on le sait, contre la résolution 35/6 de l'Assemblée générale, en date du 22 octobre 1980, et a déclaré, de façon explicite et sans équivoque, qu'elle était en désaccord avec les conclusions et propositions figurant dans cette résolution.

La République populaire de Bulgarie n'a pas changé d'avis et déclare catégoriquement, une fois encore, que l'éventualité d'une convocation de la soi-disante "Conférence internationale sur la situation au Kampuchea" constituerait un précédent dangereux de tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la République populaire du Kampuchea et de violation de sa souveraineté nationale. Ce serait là également une action propre à gêner davantage le processus de normalisation en Asie du Sud-Est où les problèmes devraient être résolus par les pays de la région sur la base des principes de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et du respect de leur souveraineté nationale.

Au lieu d'assurer la paix et la stabilité dans la région, les tentatives faites pour convoquer la soi-disante "Conférence internationale sur la situation au Kampuchea" ne visent qu'à aggraver davantage les tensions et la méfiance qui existent dans la région, gênant ainsi les efforts positifs faits par les Etats d'Indochine et par l'ANASE pour trouver des moyens de normaliser la situation dans la région et servant d'écran pour cacher l'aide fournie aux gangs terroristes de Pol-Pot et d'autres groupes réactionnaires qui s'opposent au processus de reconstruction et de renaissance nationales de la République populaire du Kampuchea, processus qui, comme l'ont amplement montré les récentes élections démocratiques dans ce pays, bénéficient du plein appui de tout le peuple kampuchéen.

La République populaire de Bulgarie appuie la proposition avancée en janvier dernier par la République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea, visant à convoquer une conférence régionale à laquelle participeraient les trois pays d'Indochine et les Etats de l'ANASE afin d'instaurer la paix, la stabilité, l'amitié et la coopération dans cette région du monde. La Bulgarie estime que ce n'est qu'après la tenue de cette conférence qu'il serait possible de convoquer une conférence internationale visant à garantir l'application des décisions prises au niveau régional.

Etant donné ce qui précède, la République populaire de Bulgarie déclare, une fois encore, qu'elle s'oppose résolument à la convocation, à ce stade, de la soi-disante "Conférence internationale sur la situation au Kampuchea" et qu'elle a la ferme intention de ne prendre part à aucune entreprise liée à cette initiative.